

L'action extérieure des collectivités
territoriales et des agences de l'eau
Eau et Assainissement

Bilan 2019



programme
Solidarité-Eau

pS-Eau

Les collectivités territoriales françaises et les agences de l'eau s'engagent en faveur de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les pays en développement et contribuent ainsi à l'effort collectif pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable.

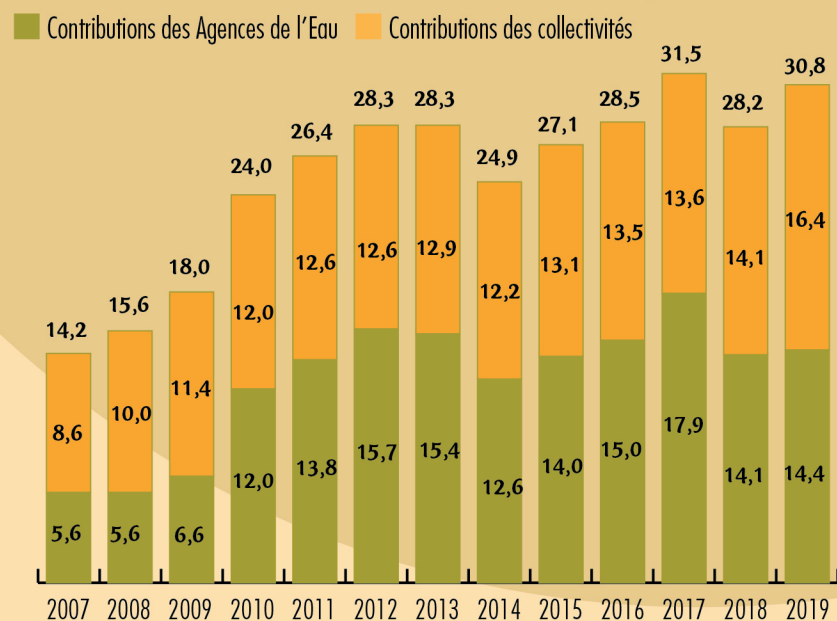
Ce bilan présente les contributions financières et la diversité des acteurs engagés sur l'année 2019.

Des engagements financiers significatifs

30,8 M€ ont été mobilisés en 2019¹, dont 16,4 M€ par les collectivités territoriales et 14,4 M€ par les agences de l'eau.

Cela représente une augmentation de 2,6 M€, soit 9% par rapport à 2018, qui s'explique par une mobilisation accrue des collectivités territoriales (+16%).

Évolution des contributions financières depuis 2007 (en M€)



Différents modes de financement de la solidarité internationale

La loi Oudin-Santini du 27 janvier 2005 autorise les collectivités exerçant les compétences eau potable ou assainissement, ainsi que les agences de l'eau, à affecter jusqu'à 1% des budgets spécifiques de ces services à des actions de solidarité internationale pour l'eau et l'assainissement. Les communes et les intercommunalités à fiscalité propre ont également la possibilité de solliciter leur budget général pour entreprendre des actions de solidarité internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

1. Les données sur les financements sont issues de l'étude réalisée en 2020 par le pS-Eau, à partir des données directement transmises par les collectivités territoriales et les agences de l'eau, de données recueillies auprès des opérateurs de projets ainsi que de données collectées dans les rapports annuels des services Eau et Assainissement.

15 ans de loi Oudin Santini, un dispositif qui a dynamisé l'action extérieure des collectivités

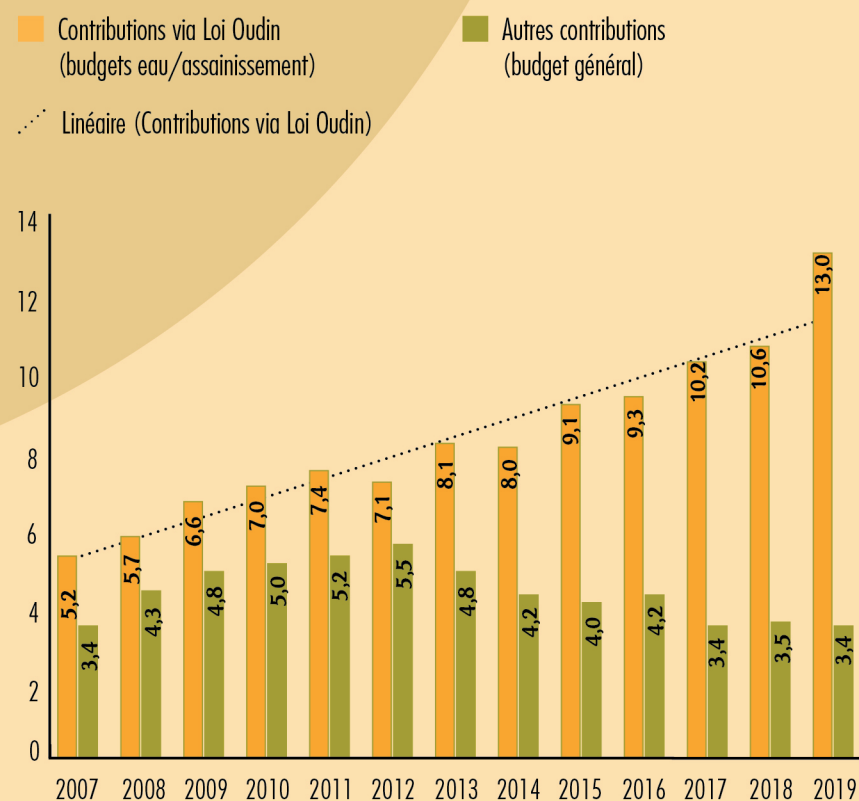
Durant ses 15 années d'application, le dispositif juridique de la loi Oudin-Santini s'est distingué comme un levier de financement plébiscité par les collectivités territoriales, permettant la mobilisation d'environ 115 M€ depuis 2005 par les collectivités.

Tandis que les financements issus des budgets généraux des collectivités territoriales tendent à diminuer, le recours à la loi Oudin-Santini est en augmentation constante et atteint son maximum en 2019 avec la mobilisation de 13 M€ par 75 collectivités, soit près de 90% du total qu'elles ont engagé sur le secteur.

Au niveau des Agences de l'Eau, ce sont près de 170 M€ depuis 2005 qui ont pu être mobilisés grâce à la loi Oudin-Santini.

La marge de progression reste cependant importante au regard du potentiel mobilisable sur les budgets eau et assainissement des collectivités, estimé à environ 50 M€ par an².

Évolution de la mobilisation des collectivités (en M€)



2. Estimation calculée d'après les données de l'année 2016 issues du rapport FP2E/BIPE sur les services publics d'eau et d'assainissement en France publié en 2019. Il s'agit de 1% des recettes directement perçues par les collectivités ou qui leur sont reversées par les gestionnaires délégués.

Une diversité d'acteurs engagés

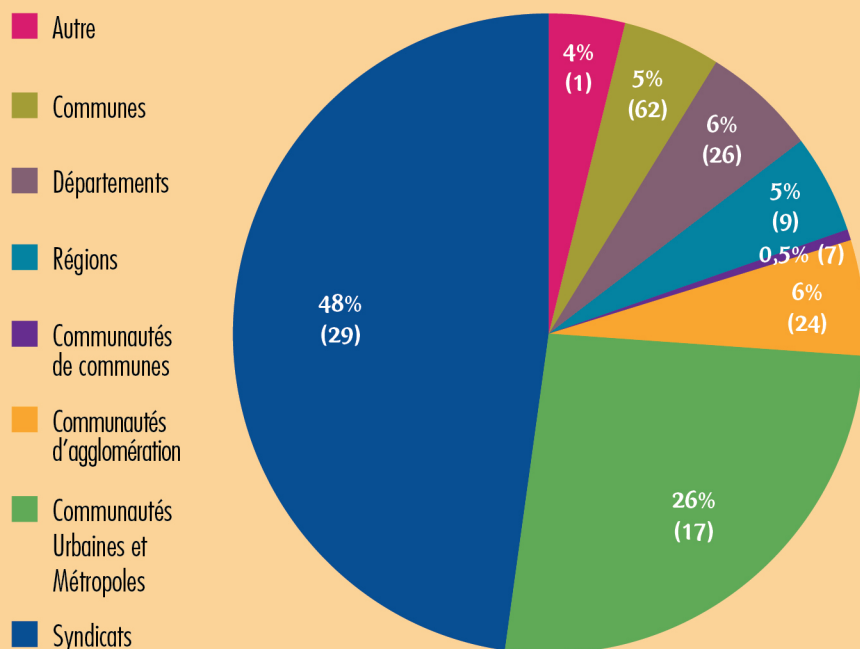
Plus de 170 collectivités ou groupements ont soutenu financièrement la solidarité internationale pour l'eau et l'assainissement en 2019.

38 grandes intercommunalités à fiscalité propre (Métropoles, Communautés Urbaines et Communautés d'Agglomération) apportent une contribution de plus en plus importante qui représente en 2019 un total de plus de 5 M€, très majoritairement issus de l'application de la loi Oudin-Santini.

L'implication des syndicats d'eau potable ou d'assainissement s'est accentuée avec une mobilisation de 7,6 M€ qui représente une augmentation de 23% par rapport à 2018. De grands syndicats apportent des contributions importantes et inscrites dans des dispositifs structurés, tandis que de petits syndicats se mobilisent de façon plus modeste.

Dans un contexte de transfert progressif des compétences eau et assainissement aux intercommunalités, de nombreuses communes restent néanmoins impliquées avec 700 000 € apportés par plus de 60 communes.

Répartition des sommes engagées et nombre d'acteurs engagés par type de collectivité



Co-financeurs des collectivités territoriales, les Agences de l'Eau constituent des acteurs primordiaux de l'action extérieure des collectivités territoriale, de par leur processus de sélection des actions cofinancées et l'ampleur des montants mobilisés, qui contribuent au dynamisme et à la qualité des actions.

Toutes les contributions comptent, même les plus modestes !

90% des contributions comptabilisées en 2019 ont été mobilisées par seulement 25 organismes. L'apport des collectivités dont les contributions sont moins élevées ne doit cependant pas être négligé puisqu'il peut permettre, par « effet de levier », de mobiliser des cofinancements importants.

Lorsque des élus engagent leur collectivité dans une coopération pour l'accès à l'eau, ils contribuent en plus à la prise de conscience par leurs administrés des enjeux de la solidarité citoyenne avec les pays en développement.

Dans la grande majorité des cas, les répercussions des dépenses de solidarité internationale sur le budget des communes, ou sur les factures d'eau, sont infimes puisque le ratio moyen se situe entre 1 et 2 € par an par habitant.

25 principaux contributeurs en 2019

Ag. de l'eau Rhône Méditerranée et Corse	5 773 000 €
SIAAP**	4 532 000 €
Agence de l'eau Seine-Normandie	2 662 000 €
Synd. des eaux d'île de France (SEDIF)	2 530 000 €
Agence de l'eau Loire-Bretagne	1 994 000 €
Agence de l'eau Adour-Garonne	1 607 000 €
Métropole de Lyon*	1 285 000 €
Agence de l'eau Artois-Picardie	1 278 000 €
Ville de Paris	1 130 000 €
Agence de l'eau Rhin-Meuse	995 000 €
Toulouse Métropole*	863 000 €
Asso. Internat. des maires francophones	635 000 €
Aix-Marseille-Provence Métropole*	523 000 €
Département du Val-de-Marne	304 000 €
Région Bretagne	255 000 €
Grand Reims	167 000 €
Office de l'eau de la Réunion	154 000 €
Syndicat Vendée eau	142 000 €
Région Centre-Val de Loire	134 000 €
Métropole Rouen Normandie	130 000 €
Région Bourgogne-Franche-Comté	127 000 €
Office de l'eau Martinique	120 000 €
Grand Poitiers	117 000 €
Mairie d'Auch	110 000 €
Cré d'aggl. du pays de Saint-Omer	109 000 €

* Ces données incluent des contributions d'entreprises délégataires de services d'eau potable (Eau du Grand Lyon, Société Eau de Marseille Métropole, Veolia Eau à Toulouse).

** SIAAP : Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne

Le bilan de l'action internationale des collectivités territoriales et agences de l'eau en faveur de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les pays en développement est réalisé annuellement par le programme Solidarité Eau (pS-Eau), avec le soutien de l'Agence française de développement (AFD), du ministère de l'Europe et des affaires étrangères et en partenariat avec les agences de l'eau.

Pour plus d'informations sur la coopération décentralisée et la solidarité internationale pour l'eau et l'assainissement :

www.pseau.org/coopdec

pS-Eau

Programme Solidarité Eau
22 rue des Rasselins
75020 Paris
01 53 34 91 20
pseau@pseau.org
www.pseau.org

